

# Le renouveau démocratique et la consultation populaire sont presque enterrés

■ Le dernier à y croire encore est le président André Antoine (CDH).

**B**ien avant que l'affaire Publifin n'éclate, les députés wallons, dans un souci de démontrer qu'ils comprenaient le malaise grandissant entre le monde politique et les citoyens, mettaient sur pied la commission du renouveau démocratique.

Cette commission temporaire allait se pencher sur toutes les questions de gouvernance et proposer des initiatives nouvelles pour renforcer l'intérêt des Wallonnes et des Wallons à l'égard de l'action politique.

Le premier chantier que les députés, membres de cette commission, attaquerent était consacré à l'instauration du système de consultation populaire au sud du pays. Si les auditions réalisées dans le cadre de la commission se révélèrent, de l'avis de tous, plutôt intéressantes, à l'heure actuelle, rien n'est encore voté, rien n'a encore abouti. Nous y reviendrons plus loin.

D'autres textes, normalement destinés à cette commission, furent traités par d'autres – la suppression de l'effet dévolutif de la case de tête, notamment – et progressivement, on ne parla plus de la commission du renouveau dé-

mocratique. Et puis, Publifin venait de débouler dans les pattes des élus wallons, qui oublièrent presque les belles déclarations d'intention qui entourèrent la naissance de cette fameuse commission.

**“Transformer l'essai”**

Faut-il, dès lors, considérer que le mécanisme de la consultation populaire ne verra pas le jour sous cette législature en Wallonie ? Pour le MR, le CDH, le PS et Ecolo, les réponses sont contrastées et peu semblent encore y croire. Pour Stéphane Hazée (Ecolo), *“on peut considérer que certains obtiennent ce qu'ils souhaitent, à savoir qu'aucune consultation ne pourra être organisée sous cette législature”*, qui, rappelons-le se terminera en juin 2019.

Concrètement, un accord existe entre MR, PS et CDH. *“Nous avons fait le plus difficile”*, explique le président du Parlement et de la commission, André Antoine (CDH). *“Mais nous devons transformer l'essai”*, ajoute-t-il, avant de nous rappeler les nombreuses nouveautés introduites dans le travail parlementaire sous sa présidence. *“Le Parlement est une fabrique de démocratie, nous allons*

*reproduire l'expérience du panel citoyen et ouvrir ce mois-ci un centre d'accueil.”*

Du côté du PS, l'ancien partenaire de majorité du CDH, on regrette que cette commission n'ait pas pu davantage travailler et on pointe la responsabilité d'André Antoine : *“C'était une belle opportunité mais les tensions entre André Antoine et Pierre-Yves Jeholet*

*(MR) n'ont pas facilité les choses. Le président de la commission aurait parfois dû faire preuve d'une plus grande modération, il a trop personnalisé les choses”*, explique Pierre-Yves Der-

magne (PS), visiblement peu optimiste pour la suite.

Enfin, au MR, où l'on découvre la majorité depuis quelques semaines, on n'enterre pas définitivement la consultation populaire mais on reste prudent. *“Lors de l'installation de cette commission, nous étions assez sceptiques mais nous y sommes allés. Actuellement, je ne vois pas l'intérêt de poursuivre cette commission comme elle existe”*, explique le nouveau chef de groupe MR, Jean-Paul Wahl, qui propose de renvoyer le texte vers une autre commission. *“J'espère que nous pourrons aboutir”*, conclut-il.

**Stéphane Tassin**

**Du côté du PS, on pointe la responsabilité du président de la commission.**